

Lettre aux français du président Emmanuel Macron du 14 Janvier 2019

⇒ *et commentaires et réponses du citoyen indigné Jean-Marc Tagliaferri (jean-marc.tagliaferri@wanadoo.fr)*

Chères Françaises, chers Français, mes chers compatriotes,

⇒ *doit-on le traduire en anglais par « My expensive french » :-) ce qui serait justifié vu qu'ils coûtent « un pognon de dingue » qui restreint d'autant le pillage des « 1 % »*

Dans une période d'interrogations et d'incertitudes comme celle que nous traversons, nous devons nous rappeler qui nous sommes. La France n'est pas un pays comme les autres.

⇒ *c'est ben vrai : on a commencé en tant que gaulois a pervertir tellement l'Empire Romain et à être tellement indispensables en lui fournissant 40 % de ses ressources, qu'il a (mal) fini en « empire gallo-romain » quand nous avons accueilli des hordes d'émigrés germaines eux-mêmes poussés par des invasions asiatiques, pour créer cette chose unique avec gaulois+francs= français !*

Le sens des injustices y est plus vif qu'ailleurs. L'exigence d'entraide et de solidarité plus forte.

⇒ *à double sens : les opprimés y ressentent plus qu'ailleurs l'injustice et se révoltent donc, des jacqueries aux gilets jaunes en passant par les canuts, les multiples révolutions et guerres civiles. Les oppresseurs riches sont particulièrement solidaires entre eux depuis toujours, au temps où les territoires s'échangeaient comme des propriétés privées avec ceux qui vivaient dessus, jusqu'aux réseaux actuels et clubs réservés à « L'Elite » qui se résume le plus souvent à son compte en banque et à son pouvoir.*

Chez nous, ceux qui travaillent financent les pensions des retraités.

⇒ *Ineptie : les pensions des fonctionnaires sont prélevées sur le budget courant de l'État et donc tous les contribuables les paient, travailleurs ou pas ! Ce qui permet de « financer les pensions des retraités » c'est l'existence d'une économie financiarisée qui produit des biens et services dont une petite partie est disponible pour les travailleurs encore nécessaires (salaire direct + salaire indirect désigné sous le vocable flatteur de « charges sociales ») sur lequel on prélève des contributions permettant de faire vivre le secteur public, et le secteur social qui comprend les pensions de retraite et quelques aumônes pour les autres (chômeurs, autres sans emplois). En donnant plus aux « travailleurs » et moins aux actionnaires et possédants, on équilibre les budgets sociaux et les budgets publics par la même occasion*

Chez nous, un grand nombre de citoyens paie un impôt sur le revenu, parfois lourd, qui réduit les inégalités.

⇒ *Hé Manu, t'es capable de dire ça sans te marrer comme une baleine ? Le taux maxi de l'impôt sur le revenu atteint 43 % après abattement et pour un revenu annuel déjà largement indécent alors qu'il a atteint dans le passé plus de 60 % voire 80 % aux USA dans la tranche supérieure en 1960 sans qu'on voie de milliardaires à l'Armée du salut !*

Chez nous, l'éducation, la santé, la sécurité, la justice sont accessibles à tous indépendamment de la situation et de la fortune. Les difficultés de la vie, comme le chômage, peuvent être surmontées, grâce à l'effort partagé par tous.

⇒ *quand on a les moyens financiers de se payer une assurance complémentaire dont les frais de gestion sont proportionnellement 7 fois supérieurs à ceux de la sécurité sociale et qui laisse des « restes à charge » insupportables pour les plus pauvres qui ne peuvent donc pas se soigner correctement : référence ton prédécesseur et mentor, le capitaine de pédalo, que tu as bien entubé et qui nous a légué cette expression de « sans-dents »*

C'est pourquoi la France est, de toutes les nations, une des plus fraternelles et des plus égalitaires.

⇒ *la preuve ? c'est sur notre devise ! Aussi fiable que le « vu à la télé » des pubs débiles à usage des gogos !*

C'est aussi une des plus libres, puisque chacun est protégé dans ses droits et dans sa liberté d'opinion, de conscience, de croyance ou de philosophie.

⇒ *à condition de préciser « si cela convient à l'Etat » (au sens louisquatorzième?) qui s'est octroyé le droit d'imposer des croyances (lois mémorielles) et qui prétend maintenant dire ce qui est « fake news » et ce qui est « Vérité ». Quand on est co-Prince d'Andorre et Chanoine de Saint-Jean-De-Latran, on peut penser pouvoir rivaliser avec Elisabeth II, chef suprême des anglicans et se croire investi d'une mission quasi-divine ?*

Et chaque citoyen a le droit de choisir celles et ceux qui porteront sa voix dans la conduite du pays, dans l'élaboration des lois, dans les grandes décisions à prendre.

⇒ *chacun a le droit de participer aux mascarades qui consistent à appeler à mettre un papier dans une boîte parmi ceux qui auront au préalable été jugés « convenables » par ceux qui détiennent le Pouvoir et la Finance. Pour pimenter l'affaire il y a quelques électrons libres qu'on tolère pour animer, ce qui permet de faire croire qu'on est en démocratie. Mais même ce pouvoir apparent (président, parlementaires, élus locaux) est toujours confisqué pendant toute la durée du mandat où chacun fait ce qu'il lui plaît sans avoir à tenir compte des avis des « votants » cocufiés à chaque fois*

Chacun partage le destin des autres et chacun est appelé à décider du destin de tous : c'est tout cela, la Nation française.

⇒ *mais comme disait Coluche, on est tous égaux, certains plus que les autres :-). Les pauvres subissent et paient (on ne rémunère pas leur travail à sa juste valeur et ils sont écrasés de taxes) et les riches disposent et jouissent.*

Comment ne pas éprouver la fierté d'être Français ?

⇒ *sous Manu Ier je ne vois pas où est la fierté avec un pays toujours aussi divisé, une économie réelle en miettes, des finances chancelantes, le remplacement des impôts des riches par des emprunts publics qui les enrichissent encore plus, la casse des solidarités et pour finir une quasi-révolution devant laquelle tu es comme une poule devant une fourchette tellement tout ce que ça exprime est loin de ton univers de classe !*

Je sais, bien sûr, que certains d'entre nous sont aujourd'hui insatisfaits ou en colère. Parce que les impôts sont pour eux trop élevés, les services publics trop éloignés, parce que les salaires sont trop faibles pour que certains puissent vivre dignement du fruit de leur travail, parce que notre pays n'offre pas les mêmes chances de réussir selon le lieu ou la famille d'où l'on vient. Tous voudraient un pays plus prospère et une société plus juste.

=> *Manu Gabin ? Tu vas nous le chanter « Je sais » ?... ça finit par « Maintenant JE SAIS, JE SAIS QU'ON NE SAIT JAMAIS ! » (<https://youtu.be/orDR4JA91F4>) ce qui est représentatif du début de ton quinquennat*

Cette ambition, je la partage. La société que nous voulons est une société dans laquelle pour réussir on ne devrait pas avoir besoin de relations ou de fortune, mais d'effort et de travail.

⇒ *tu parles d'expérience? et qu'as-tu fait pour inverser la tendance ?*

En France, mais aussi en Europe et dans le monde, non seulement une grande inquiétude, mais aussi un grand trouble ont gagné les esprits. Il nous faut y répondre par des idées claires.

⇒ *idées claires = éléments de langage ?*

Mais il y a pour cela une condition : n'accepter aucune forme de violence. Je n'accepte pas la pression et l'insulte, par exemple sur les élus du peuple, je n'accepte pas la mise en accusation générale, par exemple des médias, des journalistes, des institutions et des fonctionnaires. Si tout le monde agresse tout le monde, la société se défait !

⇒ *excellente décision à condition que ça en soit une ? On va donc commencer par interdire la violence économique et sociale ? Les licenciements boursiers, les temps de travail saucissonnés, les transports en communs surpeuplés, les logements insalubres, les salaires trop faibles, les dépenses forcées et taxes insupportables?mais aussi la morgue des élus, le mépris de classe, ? On va faire expertiser par des universitaires non stipendiés le contenu des productions des médias pour y vérifier qu'il s'agit vraiment d'une information libre avec un vrai travail de journaliste d'investigation et pas de la propagande sur commande des 10 milliardaires qui possèdent 90 % des médias français ? Pour commencer transformons tous les médias d'information en coopératives possédées uniquement par les salariés et les abonnés ! Chiche ? Il suffit d'une loi transférant la propriété des actions actuelles à des sociétés de journalistes et des sociétés de lecteurs, et de financer le rachat par un prêt à taux zéro de la BPI.*

Afin que les espérances dominent les peurs, il est nécessaire et légitime que nous nous reposions ensemble les grandes questions de notre avenir.

⇒ *ensemble= pas de tabou, pas de domaine interdit ? OK on oublie l'ISF et on va plutôt parler d'une mise sous séquestre (pour éviter qu'il ne soit dilapidé dans des manœuvres pour en transférer le contrôle!) de tout le patrimoine dépassant un certain plafond pour rembourser la dette coloniale, la dette climatique et la dette sociale :-)*

C'est pourquoi j'ai proposé et je lance aujourd'hui un grand débat national qui se déroulera jusqu'au 15 mars prochain.

Depuis quelques semaines, des maires ont ouvert leurs mairies pour que vous puissiez y exprimer vos attentes. J'ai eu de premiers retours que j'ai pu prendre en compte. Nous allons désormais entrer dans une phase plus ample et vous pourrez participer à des débats près de chez vous ou vous exprimer sur internet pour faire valoir vos propositions et vos idées. Dans l'Hexagone, outre-mer et auprès des Français résidant à l'étranger. Dans les villages, les bourgs, les quartiers, à l'initiative des maires, des élus, des responsables associatifs, ou de simples citoyens... Dans les assemblées parlementaires comme régionales ou départementales.

⇒ *comment seront traitées les données recueillies ? Traçabilité ? Transparence de toutes les contributions à publier en ligne pour que chacun puisse retrouver la sienne et que chacun, et en tous cas des chercheurs en sciences politiques, puissent vérifier à posteriori si la traduction « officielle » reflète bien le contenu réel ?*

Les maires auront un rôle essentiel car ils sont vos élus et donc l'intermédiaire légitime de l'expression des citoyens.

⇒ *Erreur : les maires ne sont pas nos élus, ce sont ceux des conseillers municipaux que nous avons élus, ce qui permet un certain nombre de carabistouilles permettant à papa de transmettre la mairie à fiston. Elisons les maires directement et on pourra dire que ce sont « nos élus » !*

Pour moi, il n'y a pas de questions interdites. Nous ne serons pas d'accord sur tout, c'est normal, c'est la démocratie. Mais au moins montrerons-nous que nous sommes un peuple qui n'a pas peur de parler, d'échanger, de débattre.

⇒ *on n'a jamais eu peur de parler en France. Y-a-t-il toujours des gens pour écouter ? Et ensuite des gens pour prendre en compte ? Là c'est moins sûr !*

Et peut-être découvrirons-nous que nous pouvons tomber d'accord, majoritairement, au-delà de nos préférences, plus souvent qu'on ne le croit.

⇒ c'est beau d'enfoncer des portes ouvertes pour rallonger la sauce :-)

Je n'ai pas oublié que j'ai été élu sur un projet, sur de grandes orientations auxquelles je demeure fidèle.

⇒ Propagande : Seuls 16 % des français au mieux ont « approuvé » des orientations générales au premier tour de scrutin, le seul qui compte pour les programmes. Au 2ème tour on ne vote pas « pour » la candidature qu'on veut on vote « contre » celle qu'on ne veut surtout pas et ça a été le cas vu la configuration et vu les performances de l'autre candidate !.

Je pense toujours qu'il faut rendre à la France sa prospérité pour qu'elle puisse être généreuse, car l'un va avec l'autre. Je pense toujours que la lutte contre le chômage doit être notre grande priorité, et que l'emploi se crée avant tout dans les entreprises, qu'il faut donc leur donner les moyens de se développer. Je pense toujours que nous devons rebâtir une souveraineté industrielle, numérique et agricole et pour cela investir dans les savoirs et la recherche. Je pense toujours qu'il faut rebâtir une école de la confiance, un système social rénové pour mieux protéger les Français et réduire les inégalités à la racine. Je pense toujours que l'épuisement des ressources naturelles et le dérèglement climatique nous obligent à repenser notre modèle de développement. Nous devons inventer un projet productif, social, éducatif, environnemental et européen nouveau, plus juste et plus efficace. Sur ces grandes orientations, ma détermination n'a pas changé.

⇒ Mais tout le monde le dit depuis 1945 au moins et plus ça va et moins on le fait ? c'est bizarre alors que la France est de plus en plus riche et que nous avons de plus en plus de moyens pour le faire vraiment ? Quand va-t-on dénoncer le hold-up permanent qui est fait sur les richesses du pays par une caste de prédateurs qui se fout de la France et des français pourvu qu'elle ait son tribut ?

Mais je pense aussi que de ce débat peut sortir une clarification de notre projet national et européen, de nouvelles manières d'envisager l'avenir, de nouvelles idées.

⇒ peut sortir ? Cela augure donc bien mal de ce qui sortira, vu que tu n'en fais même pas une obligation pour le coup nécessaire car cette Europe est tout sauf populaire en France et dans de nombreux pays !

À ce débat, je souhaite que le plus grand nombre de Français, le plus grand nombre d'entre nous, puisse participer.

Ce débat devra répondre à des questions essentielles qui ont émergé ces dernières semaines. C'est pourquoi, avec le Gouvernement, nous avons retenu quatre grands thèmes qui couvrent beaucoup des grands enjeux de la Nation : la fiscalité et les dépenses publiques, l'organisation de l'État et des services publics, la transition écologique, la démocratie et la citoyenneté. Sur chacun de ces thèmes, des propositions, des questions sont d'ores et déjà exprimées. Je souhaite en formuler quelques-unes qui n'épuisent pas le débat mais me semblent au cœur de nos interrogations.

⇒ Quelle outrecuidance ! Prétendre que ces 4 thèmes vont régler les problèmes est juste une autre manière de dire aux français : vous n'y comprenez rien, voilà un bac à sable pour faire mumuse et laissez les gens compétents s'occuper de ce qui est important !

Le premier sujet porte sur nos impôts, nos dépenses et l'action publique.

L'impôt est au cœur de notre solidarité nationale. C'est lui qui finance nos services publics. Il vient rémunérer les professeurs, pompiers, policiers, militaires, magistrats, infirmières et tous les fonctionnaires

qui œuvrent à votre service. Il permet de verser aux plus fragiles des prestations sociales mais aussi de financer certains grands projets d'avenir, notre recherche, notre culture, ou d'entretenir nos infrastructures. C'est aussi l'impôt qui permet de régler les intérêts de la dette très importante que notre pays a contractée au fil du temps. Mais l'impôt, lorsqu'il est trop élevé, prive notre économie des ressources qui pourraient utilement s'investir dans les entreprises, créant ainsi de l'emploi et de la croissance. Et il prive les travailleurs du fruit de leurs efforts. Nous ne reviendrons pas sur les mesures que nous avons prises pour corriger cela afin d'encourager l'investissement et faire que le travail paie davantage. Elles viennent d'être votées et commencent à peine à livrer leurs effets. Le Parlement les évaluera de manière transparente et avec le recul indispensable. Nous devons en revanche nous interroger pour aller plus loin.

Comment pourrait-on rendre notre fiscalité plus juste et plus efficace ? Quels impôts faut-il à vos yeux baisser en priorité ?

⇒ Et voilà le ton est donné : l'impôt c'est l'ennemi, la dépense publique c'est l'ennemi, en revanche les taxes (sur les pauvres) et les emprunts (aux riches) c'est bon ! :-) **IL NE FAUT PAS BAISSER LES IMPOTS IL FAUT RENDRE CHAQUE CONTRIBUABLE CAPABLE DE LES PAYER SANS SE PRIVER DU NECESSAIRE !** Les « investissements » dans les entreprises c'est bidon : quand une entreprise a un marché elle trouve TOUJOURS l'argent pour produire ce qui se vend !

Nous ne pouvons, quoi qu'il en soit, poursuivre les baisses d'impôt sans baisser le niveau global de notre dépense publique. Quelles sont les économies qui vous semblent prioritaires à faire ?

⇒ s'il faut faire des économies à tout prix, le budget de l'Elysée ! :-) On ne décide pas à priori d'économies, on fournit les services demandés au meilleur coût de revient.

Faut-il supprimer certains services publics qui seraient dépassés ou trop chers par rapport à leur utilité ?

À l'inverse, voyez-vous des besoins nouveaux de services publics et comment les financer ?

⇒ fausse question qui par la bande et de proche en proche a pour but de remplacer tous les services publics destinés à tous par des prestations commerciales payantes accessibles seulement à ceux qui en ont les moyens. Commençons déjà par augmenter les moyens et ensuite on pourrait même faire payer les services publics !

Notre modèle social est aussi mis en cause. Certains le jugent insuffisant, d'autres trop cher en raison des cotisations qu'ils paient. L'efficacité de la formation comme des services de l'emploi est souvent critiquée. Le Gouvernement a commencé à y répondre, après de larges concertations, à travers une stratégie pour améliorer notre santé, pour lutter contre la pauvreté et contre le chômage.

⇒ le plus bel enfumage depuis 70ans. En 1945 une France ruinée et démolie a été capable de mettre en route la médecine de base gratuite et un système de retraites par répartition juste et efficace. Mais même les politiciens de gauche se sont fait avoir par le mur de l'argent, pas complètement mis à terre suite à sa collaboration avec les nazis. Au lieu de laisser faire le libre jeu des salaires, ce qui comme en Suisse aurait mené à un niveau bien supérieur, on a onfisqué cette augmentation au profit des entreprises qui ont acquis ainsi une fausse légitimité dans le financement de la protection sociale qu'ELLES NE FONT PAS car elles se contentent de prélever et de reverser de l'argent sur les salaires ! Chaque hausse des « cotisations patronales » est venue en déduction des augmentations potentielles de salaire. Chaque baisse ultérieure de cotisations patronales ou salariales, remplacées par une taxe comme la CSG est une double peine : d'un côté on DIMINUE le salaire global donc première perte de pouvoir d'achat, de l'autre on fait payer à tous, mais aussi au salariés la CSG donc double peine avec une deuxième baisse du pouvoir d'achat. Et au passage on met SCIEMMENT en déficit les régimes sociaux (alors qu'ils sont en excédent en Alsace-Moselle grâce à une cotisation légèrement supérieure) ce qui permet d'emprunter aux riches et d'aurte part de dévaloriser ces régimes pour en privatiser progressivement les prestations, notamment en rejetant sur les pseudos-mutuelles mais vraies assurances une part croissante du coût de la santé. Et pour les retraites, on cherche délibérément à minimiser les pensions servies par le système

obligatoire par répartition afin d'ouvrir un marché pour des systèmes complémentaires par capitalisation. C'est comme cela qu'on a transféré progressivement 10 % du PIB des revenus salariaux aux revenus du capital !

Comment mieux organiser notre pacte social ? Quels objectifs définir en priorité ?
⇒ *C'est pas difficile pourtant ! Il suffit de s'inspirer de notre devise et du préambule de la constitution de la IV^e République, inclut dans le bloc de constitutionnalité !! Fournir un emploi à chaque personne capable de travailler, veiller à ce que chacun ait des revenus suffisants pour assurer ses charges de citoyen ce qui inclut une retraite de base égale au SMIC, réhabiliter les services publics généraux et ceux ciblant des populations spécifiques, et ensuite réformer les recettes publiques avec un système de crédit d'impôt garantissant le pouvoir d'achat pour les célibataires ayant pour seul revenu le smic contre toute variation d'impôts, taxes et de dépenses obligatoires.*

Le deuxième sujet sur lequel nous devons prendre des décisions, c'est l'organisation de l'État et des collectivités publiques.

Les services publics ont un coût, mais ils sont vitaux : école, police, armée, hôpitaux, tribunaux sont indispensables à notre cohésion sociale.

Y a-t-il trop d'échelons administratifs ou de niveaux de collectivités locales ? Faut-il renforcer la décentralisation et donner plus de pouvoir de décision et d'action au plus près des citoyens ? À quels niveaux et pour quels services ?

⇒ *Ce n'est pas le nombre des échelons qui est pénalisant, c'est le fait que plusieurs d'entre eux interviennent dans tous les domaines ! Ensuite, il faut se poser la question de la nécessité d'avoir des personnes différentes élues séparément à des collectivités différentes alors que les élus d'une collectivité plus large pourraient être les mêmes qu'une partie des élus d'une collectivité ayant le même territoire*

Comment voudriez-vous que l'État soit organisé et comment peut-il améliorer son action ? Faut-il revoir le fonctionnement de l'administration et comment ?

⇒ *il faudrait que l'État soit à la fois plus démocratique et plus efficace. Pour cela le pouvoir doit revenir aux représentants du peuple avec trois chambres :*

- *un sénat de 300 membres représentant les territoires, élus pour 6 ans renouvelables par moitié tous les 3 ans au scrutin proportionnel dans le cadre de circonscriptions régionales*
- *une assemblée nationale de 300 membres élus pour 3 ans dans un scrutin de liste proportionnel à raison d'un député pour 150000 suffrages, et le solde tiré au sort parmi les candidats non élus*
- *ces deux chambres ont EXACTEMENT les mêmes pouvoirs. Si au bout de 2 navettes un texte n'est pas adopté, les deux versions sont proposées au Congrès et celle qui a le plus de suffrages est adoptée*
- *une troisième chambre dite « Chambre du Temps Long » (CTL) de 600 membres pour 9 ans renouvelables par tiers tous les 3 ans composée de 1/3 d'experts proposés au suffrage de toute la chambre sortante et de 2/3 de membres tirés au sort sur une liste de candidats volontaires devant suivre obligatoirement une formation qualifiante de 1 ans au préalable et des formations continues proposées par le bureau de la CTL*
- *les projets et propositions de lois passent auparavant devant la Chambre du temps long qui peut demander des modifications, ou édicter des interdictions. Les textes sont votés complets avec les décrets d'application qui ne sont plus du ressort gouvernemental*
- *En cas de conflit entre le Congrès et la CTL, les deux se réunissent ensemble pour trancher.*
- *On supprime la fonction présidentielle : la fonction exécutive est représentée par le Gouvernement présidé par un Président du Conseil . Le gouvernement est élu par le Congrès qui siège dès la démission*

du gouvernement précédent, parmi les diverses candidatures présentées par les partis politiques au bureau du Congrès.

- Le Gouvernement est responsable devant le Congrès qui peut le destituer par une motion de censure sous réserve de présenter un gouvernement de remplacement. Le Congrès peut voter la destitution d'un seul ministre à son initiative ou sur demande du président du Conseil qui peut aussi proposer des modifications de son ministère ou des ministres supplémentaires
- Les trois chambres ont à leur entière disposition la haute administration d'État.
- Les directeurs généraux d'administration et tous les hauts postes publics (agences) sont auditionnés et validés dans une commission tripartite 1/4 sénateurs, 1/4 députés et 1/2 CTL. Ils viennent rendre compte annuellement de leur gestion.

Comment l'État et les collectivités locales peuvent-ils s'améliorer pour mieux répondre aux défis de nos territoires les plus en difficulté et que proposez-vous ?

⇒ les collectivités locales peuvent être gérées de la même manière que l'État avec constitution de couples (région/départements) et (interco/communes) avec des administrations communes (tous les services du département sont des services extérieurs de la région, tout comme chaque service communal est un service extérieur de l'intercommunalité) et des élus communs. Chaque région doit gérer un programme de suivi des services publics au sens large sur tout son territoire et s'assurer de l'égalité des citoyens devant l'accès aux SP. Seules les régions disposent d'une chambre du Temps Long qui peut être saisie par chaque conseiller municipal. Les ressources financières doivent être mutualisées dès le niveau communal avec double répartition des dotations financières en fonction de la superficie du territoire et de la population et mise en commun de 50 % des recettes propres des collectivités.

La transition écologique est le troisième thème, essentiel à notre avenir.

Je me suis engagé sur des objectifs de préservation de la biodiversité et de lutte contre le réchauffement climatique et la pollution de l'air. Aujourd'hui personne ne conteste l'impérieuse nécessité d'agir vite. Plus nous tardons à nous remettre en cause, plus ces transformations seront douloureuses.
⇒ parmi les gens « informés », seul le gouvernement la conteste en différant la fermeture des centrales nucléaires, en suivant des objectifs trop modestes en matière d'énergies renouvelables, de sortie du diesel, de financement des transports en commun collectifs, en gérant comme Gribouille la fiscalité écologique comme l'a fait la présidence précédente avec les bonnets rouges, Stop aux paroles, des actes et du fric !

Faire la transition écologique permet de réduire les dépenses en carburant, en chauffage, en gestion des déchets et en transports. Mais pour réussir cette transition, il faut investir massivement et accompagner nos concitoyens les plus modestes. Une solidarité nationale est nécessaire pour que tous les Français puissent y parvenir.

Comment finance-t-on la transition écologique : par l'impôt, par les taxes et qui doit être concerné en priorité ?

⇒ Etant donné qu'il s'agit d'une priorité nationale vitale, il n'y a pas de priorités qui comptent. Il faut TOUT faire, « EN MEME TEMPS » et dans les meilleurs délais, pour que cela provoque un choc salutaire pour le mental des français et pour l'économie française.

Il faudrait pour cela impliquer les intercommunalités qui doivent mettre à disposition de tous, les expertises techniques, des solutions techniques adaptées, des entreprises réellement certifiées et des solutions de financement multiples. Pour cela une monnaie nationale parallèle fléchée sur la transition écologique, permettrait d'assurer que celles les solutions pertinentes seraient retenues, avec maximisation du bénéfice

commun..

Comment rend-on les solutions concrètes accessibles à tous, par exemple pour remplacer sa vieille chaudière ou sa vieille voiture ? Quelles sont les solutions les plus simples et les plus supportables sur un plan financier ?

⇒ *il ne faut pas laisser les individus face à des requins prêts à leur vendre le plus cher possible des solutions inadaptées. L'initiative ne doit pas rester au secteur privé s'il doit y avoir financement public. Il ne faut pas chercher la « simplicité » mais la meilleure solution globale collective. La « chaudière » est un très mauvais exemple, vu le prix de ce genre d'engin, on ne se limite pas à le remplacer sans faire un diagnostic complet du logement ! La loi doit obliger les propriétaires de logement désireux de participer pour eux mêmes ou ayant un locataire demandeur, de participer au programme, avec éventuellement transfert partiel ou total de propriété vers une SPL spécialisée en logement social.*

Quelles sont les solutions pour se déplacer, se loger, se chauffer, se nourrir qui doivent être conçues plutôt au niveau local que national ? Quelles propositions concrètes feriez-vous pour accélérer notre transition environnementale ?

⇒ *ces solutions existent et sont connues. L'expertise en interco devra les proposer et coordonner des programmes collectifs conduisant au meilleur prix de revient. En effet cela peut passer par des solutions collectives, même en logement individuel pour la production de chaleur stockable pour ECS ou chauffage ou d'électricité cogénérée ou de gaz par méthanisation ou pyrolyse ou d'aménagement de serres urbaines à buts multiples (eau, énergie, alimentation) . Des systèmes collectifs de proximité pourront rendre durables les emplois créés et les circuits économiques courts.*

La question de la biodiversité se pose aussi à nous tous. Comment devons-nous garantir scientifiquement les choix que nous devons faire à cet égard ? Comment faire partager ces choix à l'échelon européen et international pour que nos agriculteurs et nos industriels ne soient pas pénalisés par rapport à leurs concurrents étrangers ?

⇒ *les solutions et l'expertise existent, il faut cesser de tergiverser, interdire sous 3 ans toute utilisation de chimie, augmenter les prix à la production et les garantir pour que les paysans puissent vivre sans subventions. Au niveau international, on cesse d'exporter à prix cassé (si les clients veulent nos produits ils paieront le prix ou s'en passeront), faire une chasse féroce à toute contrefaçon et imposer une contribution écologique et sociale aux produits importés dont le prix ne respecte pas les normes écologiques, économiques et sociales (travail forcé, utilisation de produits interdits ou de techniques interdites en France, travail des enfants, salaires insuffisants, pas de protections sociales, pollution, etc.). Cette contribution écologique et sociale n'est pas versée au budget de l'État mais au Fonds Vert pour le Tiers Monde, sous forme de monnaie verte utilisable uniquement sur le territoire français (clause extensible aux autres pays si réciprocité totale réelle)*

Enfin, il est évident que la période que notre pays traverse montre qu'il nous faut redonner plus de force à la démocratie et la citoyenneté.

⇒ *voir plus haut pour l'élection des représentants*

Être citoyen, c'est contribuer à décider de l'avenir du pays par l'élection de représentants à l'échelon local, national ou européen. Ce système de représentation est le socle de notre République, mais il doit être amélioré car beaucoup ne se sentent pas représentés à l'issue des élections.

⇒ *et il est très insuffisant car il lui manque les contre-pouvoirs et notamment les 4 versions du RIC*

Faut-il reconnaître le vote blanc ?

⇒ *oui. Ne pourra être adoptée une proposition ou élue une candidature pour laquelle le résultat des Oui (ou POUR ou d'un NOM)ne représente pas la majorité absolue des solutions possibles (exemple NON+BLANCS ou NOMS DES Candidatures + BLANCS)*

Faut-il rendre le vote obligatoire ?

⇒ *Mettre une enveloppe vide ou un vote blanc ou un vote refusé constituent un vote !Avec une peine de 100h de TIGpour les récalcitrants. Par ailleurs, l'inscription sur les listes électorales DOIT être automatique et le vote possible n'importe où (le premier bureau qui valide un vote bloque toute autre inscription électorale sur la base du NIR*

Quelle est la bonne dose de proportionnelle aux élections législatives pour une représentation plus juste de tous les projets politiques ?

⇒ *100 % pour l'Assemblée nationale sur une circonscription nationale unique et 100 % pour le Sénat pour une élection par circonscriptions régionales, et pas seulement pour les « partis » mais pour toute liste déposée.*

Faut-il, et dans quelles proportions, limiter le nombre de parlementaires ou autres catégories d'élus ?

⇒ *la bonne question n'est pas de « limiter » mais de trouver le bon nombre pour chaque assemblée suivant son type d'élection, le travail demandé et la rémunération. La présence doit être obligatoire avec pénalités financières. Le cumul d'emplois doit être interdit.*

Quel rôle nos assemblées, dont le Sénat et le Conseil Économique, Social et Environnemental, doivent-elles jouer pour représenter nos territoires et la société civile ? Faut-il les transformer et comment ?

⇒ *voir plus haut*

En outre, une grande démocratie comme la France doit être en mesure d'écouter plus souvent la voix de ses citoyens.

Quelles évolutions souhaitez-vous pour rendre la participation citoyenne plus active, la démocratie plus participative ?

⇒ *associer de manière TRANSPARENTE (et pas seulement en catimini avec des associations pseudo représentatives « amies » la préparation des dossiers avec les citoyens et leurs représentants*

Faut-il associer davantage et directement des citoyens non élus, par exemple tirés au sort, à la décision publique ?

⇒ *Le tirage au sort pourrait commencer à être mis en œuvre pour compléter les élections proportionnelles quand on fixe un quorum électoral afin de compléter les non-élus dus aux abstentionnistes*

Faut-il accroître le recours aux référendums et qui doit en avoir l'initiative ?

⇒ *oui, chaque fois que la représentation nationale n'est pas capable après avoir pris le temps et sans vote bloqué de se déterminer franchement sur un problème important*

La citoyenneté, c'est aussi le fait de vivre ensemble.

Notre pays a toujours su accueillir ceux qui ont fui les guerres, les persécutions et ont cherché refuge sur notre sol : c'est le droit d'asile, qui ne saurait être remis en cause. Notre communauté nationale s'est aussi toujours ouverte à ceux qui, nés ailleurs, ont fait le choix de la France, à la recherche d'un avenir meilleur : c'est comme cela qu'elle s'est aussi construite. Or, cette tradition est aujourd'hui bousculée par des tensions et des doutes liés à l'immigration et aux défaillances de notre système d'intégration.

⇒ *les conditions ont totalement changé. On parle là d'un monde qui avait des réserves écologiques de croissance et d'une population mondiale 5 fois inférieure et française 40 % inférieure, avec un impact individuel terriblement plus faible. On ne saurait parler sérieusement de transition écologique avec une population sans cesse croissante sur un territoire incapable de supporter plus du tiers de l'empreinte écologique de ses résidents actuels. Il faut donc cesser toute politique visant à faire croître la population, incluant la suppression des incitations à la croissance démographique naturelle et ne plus accueillir de nouveaux résidents (ou sous réserve de réciprocité en échange d'émigrants du territoire français libérant un « quota ») jusqu'à ce que le jour du Remplacement pour la France (empreinte « grise incluse ») soit revenu après le 31 Décembre de chaque année. Par ailleurs on n'a plus besoin de main d'oeuvre servile, la mécanisation et l'IA sont là et baser notre développement sur le vol des cerveaux des pays pauvres est une saloperie sans nom qu'on doit combattre. L'avenir meilleur d'un humain est dans son pays de naissance et plutôt que d'inciter à émigrer et à mourir ou subir les pires sévices en le faisant, la France en premier et l'Europe ensuite, doit agir et notamment financièrement en permettant de régler les conflits générant les migrations, les causes écologiques et économiques, et de permettre aux prochains candidats à l'émigration de rester en Afrique ou en Asie, de continuer leur formation ou de vivre en sécurité en attendant de pouvoir rentrer chez eux. Pour els pays qui le demanderont et avec les émigrés passés, des programmes de retour au pays devront être organisés avec des financements bancaires français en accompagnement des financements publics français.*

Que proposez-vous pour améliorer l'intégration dans notre Nation ? En matière d'immigration, une fois nos obligations d'asile remplies, souhaitez-vous que nous puissions nous fixer des objectifs annuels définis par le Parlement ? Que proposez-vous afin de répondre à ce défi qui va durer ?

⇒ *le droit d'asile doit être total (assistance à personne en danger, y compris avec les navires de la marine nationale pour du sauvetage d'urgence en Méditerranée) tout en considérant qu'il n'ouvre pas le droit à l'immigration et qu'il n'est donc que temporaire en attendant le retour dans le pays d'origine dans les conditions énoncées au paragraphe précédent.*

La question de la laïcité est toujours en France sujet d'importants débats. La laïcité est la valeur primordiale pour que puissent vivre ensemble, en bonne intelligence et harmonie, des convictions différentes, religieuses ou philosophiques. Elle est synonyme de liberté parce qu'elle permet à chacun de vivre selon ses choix.

Comment renforcer les principes de la laïcité française, dans le rapport entre l'État et les religions de notre pays ? Comment garantir le respect par tous de la compréhension réciproque et des valeurs intangibles de la République ?

⇒ *Déjà en commençant à ne pas toucher à la loi de 1905, mais en l'appliquant complètement, l'État et les collectivités et services publics devant se comporter face à TOUTES les religions établies comme il se comporte face au catholicisme.*

Dans les semaines qui viennent, je vous invite à débattre pour répondre à ces questions déterminantes pour l'avenir de notre Nation. Je souhaite aussi que vous puissiez, au-delà de ces sujets que je vous propose, évoquer n'importe quel sujet concret dont vous auriez l'impression qu'il pourrait améliorer votre existence au quotidien.

⇒ *Merci Manu, on t'a pas attendu pour débattre dans nos associations, nos syndicats et nos partis politiques. Si tu étais sincère tu devrais libéraliser l'autofinancement de ces structures*

Ce débat est une initiative inédite dont j'ai la ferme volonté de tirer toutes les conclusions. Ce n'est ni une élection, ni un référendum. C'est votre expression personnelle, correspondant à votre histoire, à vos opinions, à vos priorités, qui est ici attendue, sans distinction d'âge ni de condition sociale. C'est, je crois, un grand pas en avant pour notre République que de consulter ainsi ses citoyens. Pour garantir votre

liberté de parole, je veux que cette consultation soit organisée en toute indépendance, et soit encadrée par toutes les garanties de loyauté et de transparence.

⇒ Nous étions au bord du gouffre et nous avons fait « un grand pas en avant » ! Question gaffes, t'en rates jamais une ? :-)

C'est ainsi que j'entends transformer avec vous les colères en solutions.

⇒ *Tu paries que tu vas plutôt transformer « tes solutions » en « encore plus de colère »... c'est à dire une révolution ? Chiche !*

Vos propositions permettront donc de bâtir un nouveau contrat pour la Nation, de structurer l'action du Gouvernement et du Parlement, mais aussi les positions de la France au niveau européen et international. Je vous en rendrai compte directement dans le mois qui suivra la fin du débat.

⇒ *Mais on espère bien que tu n'auras pas le culot de nous faire bosser gratis sans qu'on ait un retour sur les miettes auxquelles tu permettras de remonter dans les espaces étherés où tu planes depuis ton élection ?*

Chères Françaises, chers Français, mes chers compatriotes, je souhaite que le plus grand nombre d'entre vous puisse participer à ce grand débat afin de faire œuvre utile pour l'avenir de notre pays.

En confiance,

Emmanuel MACRON

⇒ *Sans AUCUNE confiance, n'ayant pas voté pour toi, ni au premier ni au deuxième tour (vote blanc)*

Jean-Marc TAGLIAFERRI, citoyen indigné